

CIBLE

Elections

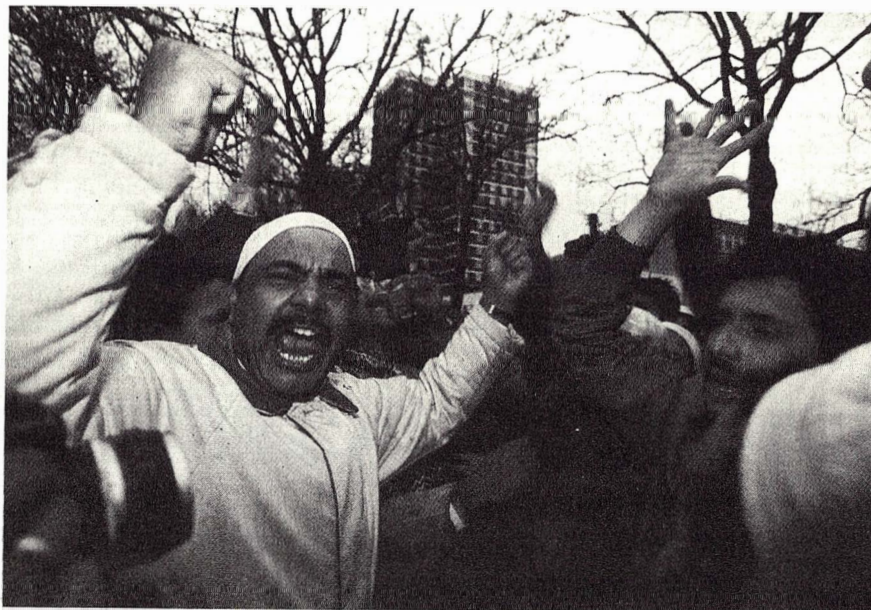
Non, il n'est pas sérieux de se réjouir de la victoire des forces qui soutiennent le gouvernement, comme l'a fait le Premier ministre au soir du premier tour des élections municipales, après avoir décrit les dites élections comme une série d'enjeux locaux. Ce petit tour de passe-passe n'abusera personne.

Non, il n'est pas exact de parler des progrès relatifs de la majorité présidentielle puisque cette majorité n'a pas été complètement rassemblée et a été souvent sacrifiée aux prétendues nécessités de l'union de la gauche ou à l'égoïsme de l'appareil du parti socialiste ou de ses notables. Qui pourrait oublier que nombre de ministres de l'ouverture n'ont même pas pu se présenter ?

Une fois de plus, les appareils politiques ont voulu faire la loi, en écartant tous ceux qui n'entraient pas exactement dans leur logique ou contrariaient leurs intérêts. Aussi faut-il se féliciter que certains en aient triomphé, comme Michel Noir à Lyon, Robert Jarry au Mans, et Robert Vigouroux à Marseille. Il y a là l'esquisse d'une nouvelle donne, mais l'esquisse seulement.

Rushdie

Le poker de Khomeini



Bicentenaire

Jacobins et démocratie

(page 6 - 7)

Louis XVI

La dernière tête

(page 10)

M 2242 - 511 - 12,00 F



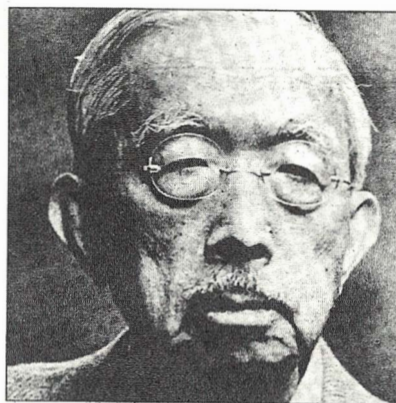
Derrière le rideau de chrysantèmes

A peine l'empereur Showa - Hirohito porte désormais pour l'éternité le nom de son ère - recevait-il un dernier hommage le 24 février dernier à Tokyo, que déjà se posait - et pour la première fois - la question impériale.

Fallait-il ou non célébrer les funérailles de l'empereur selon les rites shintoïstes, religion de la Famille impériale depuis la restauration Meiji ? C'est la religion de l'empereur, ont répondu les traditionalistes. Pour eux, le tenno (souverain céleste), ne peut être privé de son rôle originel de grand-prêtre shintoïste, unificateur de la nation. En revanche, socialistes et communistes ont refusé d'assister aux parties religieuses des funérailles - et notamment le Sojoden-no-gi avec son rite d'offrandes sacrées, de prières pour l'âme du défunt - jugées contraires à la séparation de la religion et de l'Etat comme l'exige la constitution du 3 novembre 1946. Le premier Ministre Takeshita trouva un compromis: un rideau noir s'ouvrirait et se fermerait au cours des obsèques selon que les funérailles seraient dans leur partie religieuse ou d'Etat (Taiso-no-rei).

Certes, depuis la Constitution

L'empereur est mort, vive l'empereur ? Pas tout à fait. Car sur le trône des chrysantèmes, un homme vient de succéder à un dieu.



imposée par les Américains au Japon vaincu, l'empereur n'est plus que le «symbole de la nation et de l'unité du peuple japonais». Hirohito avait dû publiquement renoncer à son statut d'empereur céleste, dieu vivant. Un trait était ainsi tiré sur son ascendant spirituel sur la nation japonaise, et sur une part importante de sa légitimité politique: celle fondée sur le mythe de «Bankei Issei», faisant remonter la lignée impériale 2600 ans en arrière à la déesse du Soleil Amaterasu.

Ainsi, selon la Constitution, «l'empereur doit ses fonctions à la volonté unanime du peuple»

et «ne peut exercer que les seules fonctions prévues par la présente constitution en matière de représentation de l'Etat, n'ayant pas de pouvoir de gouvernement». Le juriste français Jacques Robert écrivit dans un essai sur la monarchie japonaise: «l'empereur n'a donc plus qu'une position honorifique et accessoire... On peut même à la limite se demander s'il est bien encore le chef de l'Etat... Il est cantonné dans une fonction purement formelle dans une sorte de nouvelle république».

Confusément, pourtant, les Japonais continuent de croire au caractère divin de la personne de l'empereur. Il suffisait de voir avec quel recueillement Japonais de tous âges, toutes conditions, saluaient dans les rues de Tokyo la dépouille de l'empereur Showa, en route vers sa dernière demeure. Certes, Hirohito avait tour à tour incarné la puissance impérialiste du Japon d'avant-guerre et le renouveau économique d'après-guerre, mais qu'en sera-t-il du nouvel empereur ? Traditionalistes et constitutionnalistes s'affrontent déjà,

tandis qu'Akihito se déclare partisan d'une monarchie à l'anglaise, dans le strict respect de la Constitution, rappelant en toute occasion son attachement à la «tradition apolitique» de l'institution impériale. Il donne déjà des inquiétudes à ceux qui craignent de voir disparaître le caractère «hors du commun» du monarque japonais.

La polémique ne manquera pas de ressurgir en 1990 pour la cérémonie d'accession au trône d'Akihito, la «Sokuishiki». Cette cérémonie d'«intrônisation» ne pourra se tenir que dans un an, après la levée du deuil. Elle se déroulera à Kyoto, capitale impériale du Japon et sera fortement teintée du mythe shintoïste autour des trois objets sacrés, le joyau, le sabre et le miroir. Les traditionalistes exigent que le couronnement coïncide avec le rite «daijosai» (offrande du riz), fortement shintoïste voire ésotériste, arguant que les souverains qui n'avaient pas accompli cette offrande étaient qualifiés dans l'histoire du Japon de «demi-empereurs». Le gouvernement devrait prochainement trancher, indiquant clairement dans quelle direction devra évoluer l'institution impériale.

Frédéric DELPECH

royaliste

SOMMAIRE: p.2: Derrière le rideau de chrysantèmes - p.3: Fragiles improvisations - Gouverner ou communiquer ? - p.4: Rhodie - p.5: Les immigrés menacés - p.6/7: Le discours jacobin et la démocratie - p.8: Moïse contre Pharaon - p.9: La diversité humaine - p.10: Louis XVI réhabilité - Blasphème ? - p.11: Action royaliste - p.12: Des confusions aux révoltes.

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Dir. de la publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (65 F), six mois (125 F), un an (200 F), soutien (350 F) *
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Plan

Fragiles improvisations

Notre pays -le saviez-vous ?- va se donner un Xème Plan. Hélas, ce n'est trop souvent qu'une compilation hâtive de bonnes intentions.

L'arrivée des socialistes au pouvoir, en 1981, n'avait pas redonné à la planification son caractère d'ardente obligation, et la mode néo-libérale avait failli la détruire dans son principe même. Il était donc nécessaire de se remettre à la tâche rapidement, afin que le Plan redonne à l'économie nationale des objectifs clairs et cohérents, et permette aux entreprises d'orienter leurs choix en fonction de cette étude de marché conçue à l'échelle de la nation.

Bien sûr, on trouvera dans le projet de Plan un catalogue d'objectifs indispensables, qu'il s'agisse de la croissance, de l'emploi, de la solidarité, du commerce extérieur, de la formation et de la recherche... Mais la clarté de la présentation et la volonté mobilisatrice exprimée par le choix de certains mots («stratégie», «chantier») ne peuvent masquer les faiblesses et les inconséquences qui donnent au texte un aspect brouillon.

Drôle de plan en effet: conçu pour quatre ans, il s'est fixé comme terme la fameuse échéance de 1992 - ce qui fait que son exécution est théoriquement commencée alors que le projet n'est pas encore adopté. En outre, la procédure de concertation a été réduite au minimum et les plans régionaux ont été négligés faute de temps. Mais fallait-il à tout prix produire un document bâclé pour respecter l'échéance quasi-mythique de 1992 ? Quelques mois supplémentaires auraient permis de mettre au point les méthodes d'une planification renouvelée, de réaliser une concertation approfondie, et de



mettre en œuvre un véritable programme de développement selon des objectifs convenablement chiffrés.

Tel n'est pas le cas. Le projet de Xème Plan se présente donc comme une agréable dissertation d'énarque, trop souvent inspirée par les préjugés qui sont dans l'air du temps, et masquant par le flou des formules les véritables questions. C'est ainsi que le document sacrifie au dogme de l'équilibre budgétaire, et tient le marché unique pour un fait acquis et positif - ce qui est loin d'être démontré.

Cela dit, Lionel Stoleru ne peut être tenu pour seul responsable de ce projet manqué: un plan réussi est la traduction en acte de l'ambition économique et sociale d'un gouvernement. Comme celui-ci n'a pas été capable, depuis bientôt un an, d'énoncer un projet clair et cohérent, il ne faut pas s'étonner que la planification soit marquée par l'incertitude et l'imprécision.

Sylvie FERNOY

Fenêtre

Gouverner ou communiquer ?

On se croit pur gestionnaire, ne travaillant que dans le concret. Et l'on ne fait que ramasser les pires idéologies qui traînent...

Communiquer est la dernière ambition - la dernière en date, et peut-être la dernière de toutes - d'un gouvernement qui se fait gloire de gérer au coup par coup les affaires de la nation. Ce qui paraît être une technique utile, ou le dernier artifice à la mode, est aussi inefficace que nuisible en ce qui concerne l'Etat.

Ainsi, lorsque le Premier ministre a présenté ses propositions pour la fonction publique, ses conseillers ont expliqué que tout était prêt depuis longtemps mais qu'il avait fallu attendre une «fenêtre de communication». L'idiotie de l'expression peut faire sourire. Elle n'en est pas moins révélatrice de l'idéologie «communicationnelle» qui règne à Matignon, où l'on tend en toute bonne conscience au degré zéro de la politique. Dire que le gouvernement attend que s'ouvre une «fenêtre de communication», c'est en effet avouer que l'Etat est soumis à la logique médiatique, qu'il a complètement perdu la maîtrise de la parole, qu'il doit attendre qu'une place lui soit accordée dans le spectacle où, comme on

le dit encore à Matignon, dans le «film».

Le paradoxe de cette attitude débile c'est que, plus le gouvernement se soumet aux prétendues lois de la communication, moins il parvient à dialoguer avec les citoyens. C'est le cas de Michel Rocard: plus il communique sur l'enseignement, plus il exaspère les enseignants. C'est le cas de son rival Lionel Jospin, qui a lancé à l'automne une belle campagne de communication et qui se trouve maintenant dans une situation délicate. C'est le cas de Claude Evin face aux infirmières en colère, et de tant d'autres qui multiplient les affiches en couleurs et les publicités télévisées...

Pour rien ? Pas tout à fait. S'il est vrai que le dialogue se perd dans la débauche de communication, celle-ci est très profitable pour les sociétés privées qui sont chargées des campagnes publicitaires des divers ministères. Le gouvernement croit-il vraiment qu'il suffise de payer une «bonne communication» pour se faire apprécier ?

Annette DELRANCK

la nouvelle action royaliste

sur minitel

Pour en savoir plus...

36.15 tapez AGIR*NAR

Tireur d'élite

RESISTER

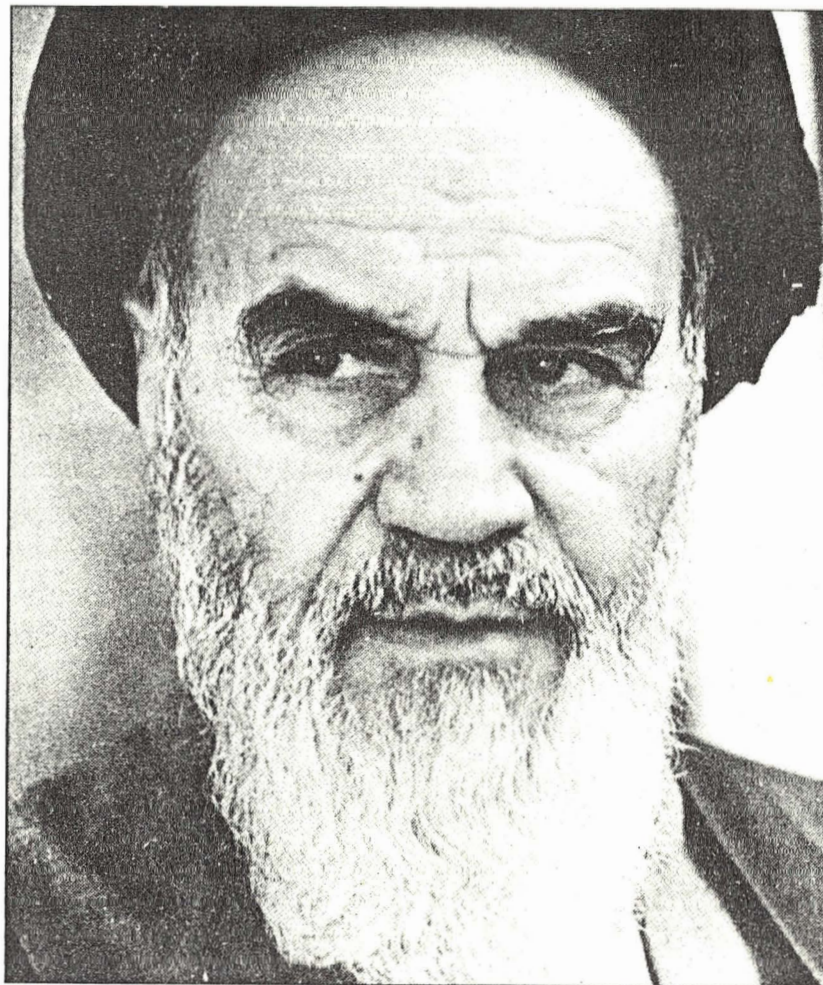
L'affaire Rushdie devrait être l'occasion d'une vaste interrogation sur la place et la force de l'Occident. On trouvera ici l'analyse de politique étrangère d'Yves La Marck qui montre que Khomeini joue sur du ve-lours. Le manque de cohésion des pays européens, ou le manque de fermeté du gouvernement Rocard lors d'une manifestation de fanatiques à Paris (dénoncé ci-contre par Nicolas Palumbo) sont d'autres éléments.

Il faut dire que la timide réponse des démocraties aux intégristes musulmans n'est plus suffisante. Le système de gouvernement en Iran tourne autour de deux axes essentiels. Le premier réside dans la désignation de boucs émissaires hors des frontières (capitalisme, communisme, libéralisme, Etats-Unis, Irak, etc.). Le second consiste à tester, régulièrement, les démocraties, pour voir jusqu'où on peut aller dans l'horreur sans déclencher de réactions véritables de la part de l'Occident.

Tant que les démocraties se contenteront de rappeler leurs ambassadeurs pour ne pas compromettre leurs intérêts économiques, il y a fort à parier que les provocations se multiplieront.

Notre intransigence sur nos propres principes doit présider à l'élaboration de nouvelles relations - qui sont souhaitables mais pas à n'importe quel prix.

S.F.



L'Iran des Ayatollahs a décidé le don de saisir les opportunités, de prendre chacun à contre-pied et de savoir mieux profiter de la paix que de la guerre *.

La guerre qui lui fut imposée avec l'Irak, le conflit afghan, semblent déjà ne plus être que des parenthèses. Avec le dixième anniversaire de la Révolution de Téhéran, si mince que soit son bilan, on revient aux origines. La guerre terminée avec l'Irak, plus rien ne s'oppose à ce qu'elle retrouve sa force d'attraction sur les masses arabes, d'autant que les rivalités inter-arabes vont reprendre: un axe Bagdad - Amman - Le Caire prend forme, laissant en

dehors Damas et Ryad. L'armée soviétique retirée d'Afghanistan, Téhéran est à nouveau courtisé par Moscou. Tous deux peuvent jouer de la division du clan sunnite à la Choura afghane entre fondamentalistes et traditionalistes.

Dans un tel contexte régional, l'invention de l'affaire Rushdie vient à point nommé. Cela explique pourquoi Khomeini n'a pas réagi dès les premiers troubles à la sortie du livre en octobre, mais seulement le 14 février, au moment du

retrait du dernier soldat soviétique et de la création du Conseil de coopération arabe à Bagdad. Khomeini fait coup double. Il vise à la fois l'islam indien et l'islam arabe, la périphérie et le centre. Il désigne Rushdie, il atteint le roi Fahd, il pointe sur Londres, c'est Ryad qui accuse le coup. Et plus l'Occident fait de bruit, plus le coup se prolonge, plus les dirigeants arabes modérés sont embarrassés par rapport à leurs opinions publiques.

Pour l'instant, on compte les morts au Cachemire, à Islamabad et à Bombay. L'auteur des « Versets sataniques » est né à Bombay d'une famille du Cachemire qui a émigré au Pakistan en 1968, lorsqu'il avait une vingtaine d'années et termina ses études dans les meilleures public schools d'Angleterre. Il a choisi la nationalité britannique. On est tenté de se demander: que vient faire là-dedans Khomeini et que venons-nous y faire, ici à Paris ? Comme si l'empire des Indes ne ressemblait pas à l'empire austro-hongrois, une querelle d'Indiens musulmans à une querelle de Serbo-Croates ?

Ceux qui reprochent aux censeurs de n'avoir pas lu le livre de Rushdie en savent-ils plus long sur l'ijtihad selon que « les portes de la recherche personnelle » dans l'Islam sont ou non encore ouvertes ? Elles le sont pour les chiites, pas pour les sunnites où tout s'est arrêté à la sunna, la tradition fixée quelques siècles à peine après l'hégire et depuis au consensus des docteurs, ce qui explique que l'islam chiite est plus politique, le sunnite plus théologique. En savent-ils plus long sur ce qui sépare dans l'Inde moderne les musulmans en communalistes et sécularistes, le point de savoir si un croyant peut vivre dans une société séculière et voter pour le parti

du Congrès, de Rajiv Gandhi, ou s'il doit se limiter à sa communauté, proche de ses frères du Pakistan et d'Afghanistan ?

Dans les trois pays, on retrouve le même parti, Jamiati-islami, à l'origine des troubles contre le livre de Rushdie là où le problème se posait en priorité: en Inde et parmi les communautés indo-pakistanaïses d'Angleterre. Grâce au livre de Rushdie, Jamiat pouvait discréditer ses semblables, assimiler les sécularistes à l'Occident: le gouverneur du Cachemire contesté par le Pakistan, Rajiv Gandhi, Rushdie - mariés à des occidentales - et Mme Bhutto ne sont-ils pas de purs produits d'Oxford ?

Voilà pour Khomeini l'angle sous lequel il peut réagir: l'Occident. Les querelles sur la sécularisation concernent désormais tous les pays islamiques ou presque, et d'abord tous les islams périphériques, le Maghreb comme le sous-continent indien, l'Afrique noire comme l'Europe. Partout l'islam conservateur à la saoudienne y est sur la défensive. Ce sont des musulmans qui s'opposent à d'autres musulmans. C'est une impasse. L'Arabie qui soutient Jamiat, et a financé toutes les campagnes contre le livre de Rushdie depuis octobre, ne peut se battre sur le terrain de l'intégrité religieuse et morale. Tant que le gardien des lieux saints sera un nain politique, dans la main des Etats-Unis qui s'associent à ses campagnes fondamentalistes (pro-Zia et pro-Hekmatiar), l'Islam demeurera divisé et faible. C'est pourquoi, depuis 1979, la Mecque est l'obsession de Khomeini (tentative pour s'emparer de la grande mosquée, renouvelée en 1984 lors du pèlerinage).

L'affaire Rushdie n'est qu'une nouvelle tentative où doit se manifester la supériorité de Khomeini à reconstituer l'Umma, l'unité de la famille islamique, non plus sur le terrain de la morale, mais sur le terrain politique. En quelque sorte l'islam du pauvre contre celui des notables, des docteurs, des lettrés. L'impact est autrement plus fort et plus unificateur, spécialement à la périphérie où l'islam religieux est le plus menacé et l'humiliation sociale la plus vivement ressentie jusque dans sa situation extrême: l'immigration. Comme en Iran même, la base du pouvoir

de Khomeini se situe chez les «deshérités».

Le roi Fahd d'Arabie peut être outré par la victoire de Mme Bhutto, parce que d'abord c'est une femme et qu'ensuite son parti, le Jamiat, a été battu. Le statut de la femme est, on le sait peu, bien plus rigoureux en Arabie qu'en Iran. Les chiites restent des hérétiques, des protestants de l'Islam. Pour Khomeini, la victoire de Mme Bhutto est celle des deshérités et l'avènement d'un pouvoir moins pro-américain que celui de Zia.

On ne comprend rien aux réactions qu'a suscitées l'attitude occidentale dans l'affaire Rushdie si on ne fait pas cette distinction. On s'offre pieds et poings liés à toute l'incompréhension du monde islamique voire du tiers-monde en général. Khomeini jouait à coup sûr en s'en prenant à un intellectuel. Notre solidarité avec la liberté d'écrire et de publier, qui va de soi pour nous, est regardée comme la défense d'une catégorie sociale privilégiée, notre souci des droits de l'homme comme une forme de néo-impérialisme, notre sens de la laïcité, voire notre respect de toutes les religions, comme une hostilité à l'Islam.

Le contenu religieux du livre de Rushdie n'est discuté que par les docteurs d'Al-Ahzar. Il est accessoire dans la stratégie des Ayatollahs. On ne nous demande pas de mettre sur le même pied Christianisme et Islam, ce qui ne serait regardé que comme une nouvelle hypocrisie. On admet que le Christianisme est une donnée de l'Occident. On méprise l'Occident athée ou sans foi. Ce qui choque par contre, c'est que nous composions (1) avec le seul islam des riches, les Saoudiens honnis, et que nous n'en voulions qu'à l'islam des pauvres. Ce qu'on reproche à l'Occident ce n'est pas une religion, mais la fabrication et la condition de l'immigration, ce ne sont pas ses libertés, mais son inégalitarisme, son complexe de supériorité. Khomeini a su nous imposer le choix du terrain sur lequel nous étions les plus vulnérables. C'est un grand stratège.

Yves LA MARCK

• cf. «Royaliste» n° 501.
(1) le droit international islamique repose sur la distinction essentielle du dar el Islam, les communautés des pays islamiques, et du dar el Harb, territoire de la guerre, les pays non-islamiques, avec un dar el Suhl, territoire de la conciliation et de l'alliance.

Rushdie

Les immigrés menacés

Si la «fetwa» de Khomeini devait être mise à exécution, on pourrait craindre que Salman Rushdie ne soit pas le seul musulman victime du renouveau du fanatisme. On imagine en effet sans peine les sentiments de rejet à l'égard des immigrés qui pourraient surgir dans les pays occidentaux.



■ A la mosquée de Paris, la sagesse l'emporte sur l'extrémisme.

Les réactions du gouvernement français à l'appel au meurtre repris par une petite partie de la communauté musulmane de France, au cours de la manifestation du dimanche 26 février, ont été tardives. A partir du moment où l'appel au meurtre est condamné en France, ne fallait-il pas arrêter sur-le-champ, les contrevenants et entamer dans les plus brefs délais des poursuites judiciaires ? Pourquoi avoir attendu le lendemain pour menacer et repousser les représailles à la fois suivante ? Y aurait-il deux poids deux mesures: les terroristes d'Action Directe, basques, corses ou bretons d'un côté, les fanatiques musulmans de l'autre ? Ce manque de fermeté à l'égard des débordements d'une minorité de fanatiques a-t-il été prudemment calculé, ou bien est-il le fruit de

l'imprévoyance ? Toujours est-il qu'il pourrait bien porter préjudice à la communauté musulmane et à ses représentants modérés, tout en donnant du grain à moudre à Le Pen.

Dans cette affaire, on soulignera de plus le rôle amplificateur de la télévision. Bien que les manifestants n'aient été qu'un millier, tout portait à croire, à voir les images diffusées par les chaînes de télévision, qu'ils étaient dix fois plus nombreux. On peut regretter que les journalistes aient préféré privilégier le sensationnel au détriment de l'information, risquant ainsi de réduire à néant plusieurs années d'efforts en vue de l'intégration de la communauté d'origine arabe et de raviver les tensions au sein de la société française.

Nicolas PALUMBO

Le discours jacobin et la

Encore un livre sur la Révolution ! Oui, peut-être. Mais l'ouvrage que Lucien Jaume publie aux éditions Fayard n'est pas un livre de petite histoire. Philosophe de formation, sa rencontre avec François Furet, il y a sept ans, lui révèle un nouveau champ d'investigation. Il se lance alors dans l'étude d'un corpus de textes, souvent méconnus, s'échelonnant de 1789 à 1794, tout en gardant en point de mire les enjeux de la Révolution. Son étude s'appuie sur les concepts et les modèles de la rationalité de la philosophie politique, le premier de ces modèles étant la représentativité (Lucien Jaume a publié un «Hobbes et l'Etat représentatif moderne» PUF 1986). «Le discours jacobin et la démocratie» est à la fois un travail historique et une réflexion théorique. Pour en savoir plus, nous vous proposons un entretien avec Lucien Jaume.

que les publicistes et les légistes, comme Bodin, Loiseau, Cardin Le Bret, Loysel, et que Bossuet. Car le grand moment, en fait, c'est la monarchie de Louis XIV.

● **Royaliste:** Faire référence à la monarchie de Louis XIV dans la «genèse» du jacobinisme, n'est-ce pas là une provocation ?

Lucien Jaume: Le mouvement jacobin se comprend par rapport à une culture politique qui est celle d'une monarchie absolue et catholique. L'absolutisme, c'est l'idée selon laquelle la souveraineté ne peut être partagée. Or la souveraineté est au cœur de bien des controverses de la période révolutionnaire, parce que l'affirmation du caractère inaliénable et indivisible de la souveraineté recèle en elle-même sa propre contradiction. Lors des débats constitutionnels, dans son discours du 10 août 91, Robespierre se heurtera à cette contradiction. En effet, pour que la souveraineté soit inaliénable, il faudrait une démocratie directe, ce qui reviendrait à diviser le

● **Royaliste:** Notre première question aura pour objet une présentation globale de votre ouvrage. Quel est-il ? Dans quelle perspective l'avez-vous conçu ? Quelle est sa thèse générale ?

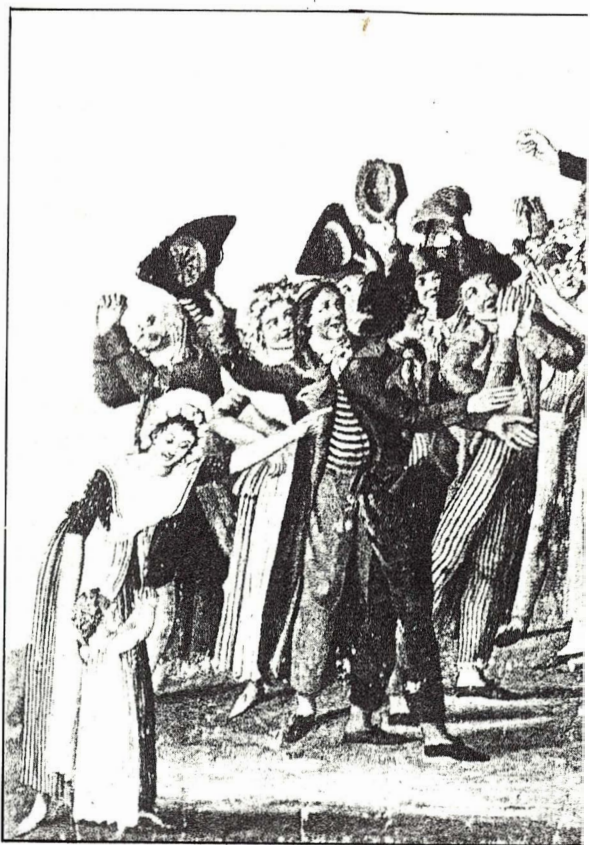
Lucien Jaume: C'est un livre au double aspect. C'est un livre d'érudition, avec une étude minutieuse d'un ensemble de textes écrits entre 1789 et 1794. C'est aussi un livre destiné au grand public, qui se propose de présenter les fondements et les points obscurs de notre république à la française, de notre démocratie moderne. Il se veut une réévaluation du mouvement jacobin et du moment jacobin. Il s'organise autour de trois angles d'attaque: l'individu (ce que l'époque appelle l'individu, c'est-à-dire à la fois l'homme et le citoyen), la souveraineté et la représentation.

Ma thèse générale est double, même si elle implique une vision générale de la Révolution. Le premier point, c'est que la démocratie moderne, c'est-à-dire représentative, devrait être comprise à partir de ce que l'on appelle l'offre politique. Je me suis intéressé à la façon dont les professionnels de la politique (ils apparaissent à ce moment-là) s'adressent aux citoyens, la façon dont ils montrent aux citoyens, par leurs attitudes et leurs discours, que ce sont

eux qui forment le souverain, que c'est lui, le peuple souverain, qui décide, et que c'est sa volonté que, eux, les représentants, mettent en oeuvre. Cet ensemble pourrait se résumer par la formule suivante: le peuple n'exerce pas le pouvoir, mais néanmoins il commande. Cette thèse, pour être crédible, doit être soutenue par des institutions, et par le discours des hommes politiques. Elle sera le sujet de controverses pendant toute la Révolution.

Le second point est qu'à mon avis, pour comprendre la vie politique française pendant la Révolution, il faut remonter à avant la Révolution. La Révolution, c'est d'abord un transfert de souveraineté, elle passe du roi au peuple. Mais ce transfert ne va pas sans problème. Sous la monarchie, celui qui avait la souveraineté avait l'exercice du pouvoir, tandis que sous la Révolution, le pouvoir revient aux représentants.

Tocqueville disait: «La Révolution française ne sera que ténèbres pour ceux qui ne voudront regarder qu'elle. C'est dans les temps qui précèdent qu'il faut chercher la seule lumière qui puisse l'éclairer.» Et dans cette recherche généalogique, on s'aperçoit que l'important n'est pas tant les Philosophes, les Lumières,



oin démocratie

Souverain. Pour qu'elle soit indivisible, il faut nécessairement recourir à la représentation, mais alors le possesseur de la souveraineté n'en a plus l'exercice. La contradiction semble insoluble, elle naît d'une définition de la souveraineté directement issue des juristes de l'Ancien Régime.

On remarque aussi que certains comportements des jacobins se rapprochent étrangement des comportements de la Monarchie absolue. Pour préserver une certaine idée de l'unité du royaume, Louis XIV chasse les protestants, les membres de la « religion prétendument réformée ». De la même manière, les jacobins, pour défendre leur idée de l'unité de la Nation, s'efforceront de chasser les « prétendus républicains ». On retrouverait aussi des parentés dans les exigences d'un certain rigorisme moral.

Pendant toute la période révolutionnaire, et même bien au-delà, on observe également un phénomène d'attrac-

tion/répulsion à l'égard de la fonction monarchique. C'est le désir de trouver une incarnation sécurisante de la nation, par-delà les sections, les factions, les partis, les intérêts. C'est aussi toute la question de l'exécutif. Doit-il être conçu comme un simple appendice du législatif ou doit-il être un véritable chef de l'Etat, écrasant alors le législatif ?

● Royaliste: Votre étude est axée sur le jacobinisme. Pourquoi le jacobinisme ?

Lucien Jaume: Le jacobinisme, c'est les prémisses du parti politique moderne, c'est l'alliance de la dimension démocratique et de la dimension révolutionnaire au service de la souveraineté du peuple, c'est la mise en place du gouvernement révolutionnaire, gouvernement révolutionnaire qui est décrit par certains jacobins eux-mêmes comme une représentation de type nouveau, une fusion organique du peuple et du pouvoir, la réconciliation du peuple et de la représentation.

D'abord, les prémisses du parti politique. Selon le catéchisme révolutionnaire, il n'y a plus que des individus. Les corporations sont interdites. Mais il y a une nécessité des forces collectives, aussi la société jacobine s'efforce-t-elle de tourner les interdits. D'abord avec les girondins, puis contre eux, les jacobins construisent une machine au service de trois objectifs:

- Discipliner l'opinion dans le club.
- Faire pression sur les assemblées (le 10 août 92 en est un résultat).
- Faire parler le peuple, en dehors des représentants institutionnels.

De l'été 92 au printemps 93, cette machine devient une véritable avant-garde du peuple, organisée pour la conquête du pouvoir d'Etat. Du 2 juin 93 au 11 août 93, le lendemain même de la grande fête de l'Unité et de l'Indivisibilité, c'est la préparation du programme de la Terreur, c'est-à-dire la confection de l'unité du peuple par l'élimination des « parties gangrenées ». Les girondins se voient alors affublés de l'étiquette « diabolisante » de fédéralistes. Ensuite, les jacobins s'assurent le contrôle de tous les éléments de l'Etat. Ils interiorisent alors leur lutte contre « les éléments impurs », les enragés, les hébertistes et les dantonistes. Tous les jours, de novembre 93 à juillet 94, se tient au club un scrutin épuratoire où les individus sont examinés les uns après les autres. On ne

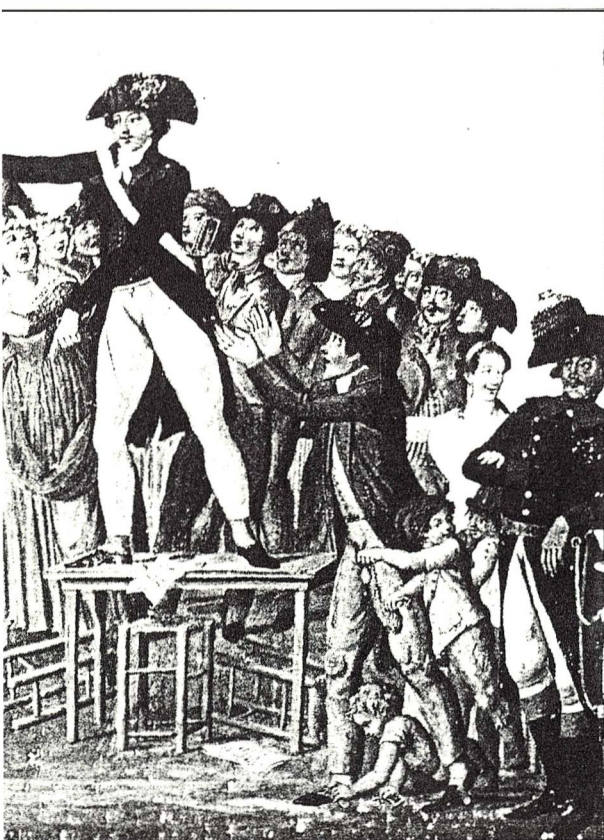
peut pas ne pas penser ici aux bolcheviks.

Ensuite, le jacobinisme, c'est l'alliance de la dimension démocratique et révolutionnaire. Jusqu'au 2 juin 93, le discours jacobin est un discours d'opposition. Il se heurte à la contradiction entre les deux pôles de la Souveraineté: indivisibilité et inaliénabilité. Il s'attache surtout à valoriser ceux qui incarnent la souveraineté du peuple, ceux qui devraient être appelés à l'incarner. Dans un appel de juillet 92, appel au soulèvement, on voit apparaître une souveraineté insurrectionnelle du peuple. Tout le discours jacobin est la mise en oeuvre d'un art politique. Chacun de leurs propos est un acte élocutoire. La « Nation », le « Peuple », la « Souveraineté » sont des entités tributaires de ceux qui s'adressent aux citoyens, ceux qui les confirment dans un tel statut.

Enfin, c'est le gouvernement révolutionnaire. Là, tout change. La représentation est supposée s'identifier à la souveraineté du peuple, et ce sans élections. La Convention se proroge elle-même. La vision de l'Etat renoue avec le modèle de Hobbes et de Bossuet. A l'incorporation de la nation au monarque répond l'incorporation du peuple à la Convention. Ce n'est pas un hasard si on retrouve ici Hobbes et Bossuet. Hobbes a été reçu à la Cour de Louis XIV. Il a été traduit à de nombreuses reprises. Bossuet l'a largement recopié, en retranchant les passages trop manifestement païens. Quand Bossuet dit « quelle grandeur qu'un seul homme en contienne tant », comment ne pas penser à la célèbre image du Léviathan ? Ce sont les mêmes images qui ressurgissent pendant le gouvernement révolutionnaire. On pourrait citer ici un texte très révélateur de Billaud-Varenne. Le Léviathan devient Hercule, il englobe tout le peuple. Il ne peut avoir qu'une seule tête, la Convention. Le Comité de Salut Public est ses yeux. Les Comités de surveillance sont ses mains. En dehors de lui, il n'y a que l'anarchie et le chaos. Sous l'Ancien Régime déjà, l'image d'Hercule servait à illustrer la majesté du pouvoir royal. Ce n'est pas un hasard si on la retrouve alors. Le gouvernement révolutionnaire est totalement pénétré de l'idéal de l'absolutisme.

Propos recueillis
par Patrick Pierran.

Lucien Jaume, *Le discours jacobin et la démocratie*, Fayard. 510 p. 170 frs.



Hébraïques

Moïse
contre Pharaon

A ceux qui doutent qu'il puisse y avoir «une politique tirée de l'Écriture sainte», ou qui n'osent plus remonter aux sources de l'éthique du pouvoir dans nos sociétés d'Occident, il faut recommander le livre de Raphaël Draï.



Paru en 1986, «La sortie d'Égypte», prend toute son actualité dans le contexte de la réflexion sur la Révolution de 1789. «Invention de la liberté» est son sous-titre.

L'auteur hébraïsant et professeur de sciences politiques, qui enseigne aussi bien à Amiens qu'à Bar Ilan (Israël), rétablit avec une rigueur parcourue d'enthousiasme le pont qu'on aurait cru rompu entre une lecture traditionnelle juive du texte biblique et l'application au même texte des outils conceptuels les plus contemporains. Sous ce feu croisé, voici que revit une pédagogie de l'histoire dont les royaumes chrétiens n'ont cessé de tirer, par imitation inspirée ou hasardeuse, la légitimation de leur geste historique. Ainsi les souverains de France que leur sang (Dieu) bleu sacrait, jusque

sur la façade des cathédrales, héritiers des rois d'Israël.

En faisant basculer les statues de ceux-ci dans l'abîme, les révolutionnaires ignoraient de quelle mimétique essentielle ils dénonçaient l'inobservance partielle et, du même coup désespéraient de voir restaurer le bienfait. Raphaël Draï ici en offre le rappel.

Il s'agit de la confrontation des deux ambitions du politique: celle de Pharaon finissant, et celle de Moïse. L'une close, refusant l'historicité, c'est-à-dire l'altérité de l'origine, s'autoédifiant comme absolue, se cristallisant en strates hiérarchiques immobiles, visant à la perfection totalitaire qui ne veut rien entendre jusqu'au bout aux dix fléaux de la justice divine. L'autre ouverte à l'histoire et acceptant d'en être sur-prise, s'insérant dans une généalogie

dont le commencement retentit en écho et dont la fin est appel d'en haut, vocation de l'Être, mission que Celui-qui-est propose à la liberté de tous; épanouissement de chacun dans une prêtrise qui ne le subordonne qu'à Celui-qui-sera; tension transcendante de l'Un à l'Autre qui passe par le cœur du sujet humain; et donc, abolition de tout servage par déstabilisation constante des mécanismes de la servitude. Ouverture à l'insécurité de l'Esprit.

A l'heure où tant de gens éludent la mémoire, ou tendent à la pétrifier en mots d'ordre, il est indispensable de réapprendre avec Draï que la lecture de l'histoire en tant que «sainte» est ce qui nous préserve des déifications du pouvoir. Qu'il soit intronisé de droite ou de gauche, voire promu dans les formes par un État de droit, le «pharaon» commence par barrer les frontières, murer les archives, et enfermer ou tuer les citoyens étrangers. A l'inverse, la conquête de l'Autre comme frère, et de l'avenir comme accomplissement, implique que soit sans cesse «fait mémoire» de notre genèse, donc du temps de l'épreuve d'où la Grâce acceptée a tiré chaque personne ou nation, pourvu qu'elle ait répondu «présent» à sa vocation. Dans cet élan réside la force par laquelle les peuples passent «à pied sec» au milieu de la mer; dans sa négation, l'écroulement dans lequel ses «chars et cavaliers» sont emportés par les eaux.

Il n'est certes pas insignifiant que ce soit la langue hébraïque et les formidables raccourcis de sa «kabbale» qui invitent à cette épistémologie, et ravivent parmi nous le sens du politique.

Luc de GOUSTINE

Raphaël Draï, *La sortie d'Égypte*, Fayard, 144 F franco.

Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

Crise
de la
CultureLucien
Sfez

Au sommaire du numéro 20:

Dossier:

CRISE DE LA CULTURE

- Entretien avec Lucien Sfez
- Trois remarques sur la culture par Yves Chalas
- Crise de l'éducation (Philippe Cailleux)
- Houang-ti ou comment parler de la crise de la littérature (Luc de Goustine)
- Est-ce la mort de l'Art ? (Alain Flamand)
- Splendeur et misère de la critique cinématographique (Nicolas Palumbo)
- Intellectuels et politiques, notes sur une rupture (Yves Landevenne)

ECONOMIE : James Buchanan et la théorie du «public choice» (Xavier Denis-Judicis)

HISTOIRE : Découverte à Glozel (François-Marin Fleutot)
Revue des revues : Les droits, la loi (B. La Richardais)

CHEMINS DU MONDE : Nouvelles littératures chinoises (G. Guiheux)

BULLETIN DE COMMANDE

à retourner à «Cité»

17 rue des Petits-Champs
75001 Paris

NOM:

Prénom:

Adresse:

☐ s'abonne pour 4 numéros (125 F)

☐ commande le numéro 20 (35 F)
Versements à l'ordre de «Cité»
CCP 23 982 63 N Paris



La réflexion française sur la diversité humaine

L'essai que Tzvetan Todorov vient de consacrer à la réflexion des écrivains français sur la diversité humaine constitue sûrement une entreprise très salubre, encore qu'elle pourrait parfois incliner au pessimisme et à la mélancolie. Tant de gens, réputés éminents, se sont ainsi trompés et continuent à se tromper sur une question aussi grave et centrale : l'identité humaine au-delà des diversités ! Encore cette enquête n'est-elle pas exhaustive. Elle n'en témoigne pas moins de vastes lectures et d'un débat exigeant mené par un auteur qui préfère affronter directement les textes, les comprendre et les discuter pour mieux établir ses propres convictions. Si le jugement final porté sur une œuvre est sévère, c'est parce qu'il est fondé sur une étude serrée. Il ne relève pas d'un esprit de système ou d'une volonté polémique. Ce qui frappe, au contraire, chez Todorov, c'est sa tentative pour penser l'essentiel et le complémentaire, sans rien exclure.

Certes, j'aurai bien quelques objections à faire ici ou là. Elles ne sauraient entamer la solidité de l'ensemble et sa probité. La discussion avec Lévi-Strauss est un modèle du genre. Les affirmations de l'ethnologue qui paraissent ressortir d'un scientisme et d'un relativisme excessifs sont contrebalancées, si l'on suit sa démarche jusqu'au bout, par des incidentes contradictoires. Récusant la tradition humaniste, aussi bien issue du judéo-christianisme que de la Renaissance, il voudrait fonder les sciences dites humaines sur un modèle structural qui exclut le sujet. Pourtant, sa justification méthodologique d'un regard éloigné, qui permet le détachement nécessaire n'est pas exclusive d'une identification de l'ethnologue « au groupe dont il partage l'existence ».

L'exemple est intéressant. Ce qu'on peut reprocher à Lévi-Strauss, écrit Todorov, *ce n'est pas d'envisager les facettes différentes d'un phénomène. Ainsi chacune de ses affirmations peut-elle être ponctuellement vraie. C'est la complexité des faits décrits qui signalent de manière certes détournée, les énoncés discordants de Lévi-Strauss. Ce qu'on peut lui reprocher n'est pas le manque de vérité de chacun d'eux, mais l'absence d'un effort pour les articuler de façon explicite (et donc pour éliminer l'impression de contradiction) due peut-être à son goût pour les formules tranchantes*. La démarche de l'ethnologue se comprend aussi par tout l'héritage de la pensée française - non exclusif, mais tout de même déterminant.

Todorov remonte à Montaigne pour relever les marques d'un relativisme dangereux en ce qu'il implique une impossibilité de parvenir à l'unité, sinon par des inductions toujours fragiles, car sujettes à révision. Ainsi les lois humaines - pour Montaigne mais aussi un certain Pascal - sont étroitement liées à la coutume et à l'usage. D'où une récusation d'un improbable droit naturel. Il faut aller chercher Jean-Jacques Rousseau pour trouver la sortie de l'impasse : *« Il ne faut qu'une erreur de géographie pour bouleverser toute cette prétendue doctrine qui déduit ce qui doit être de ce qu'on voit... Quand il est question de raisonner sur la nature humaine, le vrai philosophe n'est indien, ni tartare, ni de Genève, ni de Paris, mais il est homme »*.

Le relativisme n'est pas le seul écart de la pensée. Il peut être lié au scientisme qui est une dérive des Lumières, dont un Diderot n'est pas exempt. Plus précisément, l'écart, lié au scientisme et au relativisme, peut évoluer vers le racialisme, c'est-à-dire la doctrine qui établit des différences radicales et donc

morales entre des races, le mot racisme étant réservé à la définition d'un comportement méprisant ou haineux à l'égard de l'autre. Dans ce domaine, la différence n'est pas forcément marquée par le biologique. Elle l'est souvent par le culturel, mais un culturel qui s'enferme dans l'ethnocentrisme.

On cite généralement Gobineau comme précurseur des formes plus contemporaines du racialisme. Todorov montre lui l'importance d'Ernest Renan. J'avoue que c'est pour moi une découverte, à laquelle se lie un certain sentiment d'effroi. On ne lit pas sans sursaut une proposition comme celle-ci : *« La race aryenne et la race sémitique étant destinées à conquérir le monde et à ramener l'espèce humaine à l'unité, le reste ne compte vis-à-vis d'elles qu'à titre d'essai, d'obstacle ou d'auxiliaire »*. D'autres textes sont encore plus terrifiants s'il est possible. Todorov cite un dialogue philosophique du même Renan qu'on rejetterait comme simplement délirant si l'histoire ne l'avait transformé en texte d'anticipation. On sait que l'auteur de *L'Avenir de la Science* voulait que celle-ci remplace la religion. Il en ressort un projet politique scientiste : *« L'essentiel est que la grande culture s'établisse et se rende maîtresse du monde, en faisant sentir sa bienfaisante influence aux parties moins cultivées »*. Ainsi une élite dominerait le monde, ayant à sa disposition des moyens radicaux : *« Une autorité pourrait bien un jour avoir à sa disposition l'enfer, non un enfer chimérique, de l'existence duquel on n'a pas de preuve, mais un enfer réel »*. Toute idée de révolte serait bannie par l'extermination pure et simple des opposants. Un corps spécial serait dévolu à ce genre de tâche, *« machines obéissantes, dégagées des répugnances morales et prêtes à toutes les férociétés »*.

Il s'agit d'un rêve, mais que ce rêve ait pu être avoué sous le mode d'un dialogue platonicien et sous la plume d'un des maîtres penseurs les plus révérents incline à quelque humilité quant à notre propre héritage national. Sans doute est-ce un sommet. Que dire alors d'un Tocqueville approuvant les actes les plus féroces de répression lors de la conquête de l'Algérie et des sottises illustrées d'un Barrès au moment de l'affaire Dreyfus ? On serait tenté de tirer un trait sur tous ces courants, en les accolant de tous les ismes maudits. Mais ce serait une erreur. Tocqueville n'est pas que cela. Ni Barrès, ai-je envie d'ajouter. Todorov n'a-t-il pas lu les cahiers qui attestent, bien au-delà des sottises à la Jules Soury, d'une évolution vers un universalisme ? Mais c'est l'influence du catholicisme. Ne parlons pas de Péguy qui dépasse infiniment la polémique où il est ici enfermé. Je ne suis pas sûr que Maurras bénéficie des mêmes lectures étendues que les auteurs auxquels il est associé.

Mais ce sont là des objections de détail. Il est d'autres aspects du livre qui mériteraient une mention, en particulier les chapitres sur Chateaubriand, Loti et Segalen et leur exotisme qui relève plus de l'égotisme que d'un véritable intérêt pour l'autre. Je me rallierai volontiers à cet « universalisme de parcours » et à cet humanisme bien tempéré qui se réclament de Rousseau et de Montesquieu, mais en ajoutant d'autres références.

Gérard LECLERC

Tzvetan Todorov, *Nous et les autres, la réflexion française sur la diversité humaine*, Seuil, prix franco : 150 F.

Bicentenaire

Louis XVI réhabilité

Jamais une œuvre de fiction, avant «La première tête», n'avait eu le mérite de restituer dans sa dimension tragique le personnage de Louis XVI. C'est désormais chose faite, avec brio.

Pourtant, dès les premières minutes de la représentation, un malaise s'installe dans le théâtre. En effet, les idées reçues qui traînent sur Louis XVI, dans les manuels d'histoire *, semblent avoir largement inspiré l'auteur. Qu'on en juge ! L'action se déroule, le 14 juillet 1789, dans un atelier où Louis XVI bricole... des serrures en compagnie de son meilleur compagnon de chasse. L'acteur qui interprète le rôle paraît vouloir donner à son personnage un aspect balourd, vieux avant l'âge, alors qu'en 1789 Louis XVI est âgé de 35 ans. Interrompant son labeur, pour quelques instants, le roi inscrit dans son journal, à la date du 14 juillet: «rien».

Puis, petit à petit, apparaît un Louis XVI sympathique, bon père de famille affligé par la mort récente du Dauphin, conscient, contrairement à ce que veut la tradition, de son rôle et clairvoyant, quant à la situation politique et sociale, des drames quotidiens que vit le peuple de France, de la corruption des aristocrates de la Cour, de l'échec prévisible de la réunion des Etats généraux et, surtout, de son impuissance.

Dès lors, chaque fois que l'auteur a recours à une idée reçue, c'est pour mieux en démonter le mécanisme et re-

tourner la situation au profit de Louis XVI. Les personnages qui donnent la réplique au roi ont pour but de mettre en valeur la subtilité de ses jugements sur l'époque. Le malaise s'estompe alors, et fait place au plaisir d'assister à une pièce de théâtre de grande qualité.

Les acteurs, au nombre de trois, jouent à la perfection, y compris, et peut-être surtout, la gamine de 10 ans qui joue Madame Royale, car elle parvient à faire partager au spectateur l'amour qu'elle éprouve pour son père. Le texte est d'une rare finesse. L'humour alterne, avec bonheur, avec les moments d'émotion intense. La bonne connaissance du contexte historique de la part de l'auteur, montre que la seule issue, pour Louis XVI, consistait à quitter Versailles et à descendre dans les rues de Paris pour y renouveler sa légitimité.

Mais, les préoccupations de l'auteur ne sont pas seulement historiques, elles sont aussi contemporaines. En effet, les jugements lucides du roi sur la soif de pouvoir des hommes de son temps ne manquent pas de sel et pourraient tout aussi bien s'appliquer à nos contemporains, mettant ainsi en évidence la descendance politique de la Révolution française: manière originale de célébrer le bicentenaire en donnant la parole à celui qui en fut la première victime.

Patrice LE ROUE

Antoine Rault, *La première tête*, mise en scène de Gérard Maro, avec Gérard Caillaud, Gérard Loussine, à la Comédie de Paris, 42, rue Fontaine.

* Cf. par ex. le ridicule album en bande dessinée «Hachette Junior» consacré à Louis XVI.

Rushdie

Blasphème ?

Parler des choses sacrées d'une manière outrageante constitue le blasphème. Ce crime contre Dieu ne peut plus, dans notre société des droits de l'homme, être considéré que comme une agression injuste envers les croyants. Est-ce le cas des «versets sataniques» ?

Après lecture des chapitres parus dans différents journaux français, il s'avère que certains passages du roman de Salman Rushdie, par leurs excès, peuvent être considérés comme offensants pour les musulmans, mais aussi pour les croyants des autres religions du Livre.

Mahound, le personnage censé représenter le prophète est un homme d'affaires louche et homosexuel; la Mecque est un immense bordel, les visions de Gibreel (l'ange Gabriel) sont, en elles-mêmes, blasphématoires, les femmes de Mahomet sont des prostituées, le scribe (Salman Rushdie lui-même ?) qui met noir sur blanc les versets, déforme les propos du Prophète. Pour ce qui concerne la forme, certains jeux de mots sont volontairement provocateurs. Ainsi, au hasard de la lecture peut-on en citer quelques-uns: «O Dieu, Dieu de bonté, tu m'as allahbonne», «Le solitaire motivé par le prophète», «Ici, il n'est ni Mahomet, ni malhon-nête»...

Il est toutefois nécessaire de replacer ces extraits dans leur contexte. D'abord, parce que certains passages trouvent leur origine dans le Coran et dans la biographie de Mahomet (cf. la sourate de l'Etoile, Coran LIII 19-20, et les «versets sataniques» qui lui auraient été ajoutés, selon Tabari, historien arabe du XI^{ème} siècle).

La personnalité de l'auteur devrait aussi permettre de relativiser son «crime». Au lieu de voir le blasphème partout, on pourrait considérer ses provocations comme autant de ques-

tions adressées à l'ensemble de la communauté musulmane par un musulman déraciné, installé dans une démocratie occidentale et habitué à un style de vie différent. Au lieu de se vouer aux gémonies, une attitude constructive de la part des musulmans consisterait à instaurer entre eux, un dialogue sur l'avenir de l'Islam face aux nouvelles données du monde moderne...

Mais le «blasphème» est en lui-même une faute que notre esprit moderne ne saurait condamner que dans des circonstances extrêmement graves. D'autant plus que, quelles que soient les religions, trop d'interdits que l'on ne put, durant des périodes historiques données, enfreindre sans être accusé de blasphème, sont apparus tardivement ou ont disparu aujourd'hui sans regrets de la part des pratiquants eux-mêmes.

Ajoutons enfin que, même si c'est un peu en dehors du sujet, hormis certains passages scandaleux, et autant qu'on puisse en juger à travers les chapitres rendus publics par la presse française, et l'opinion des critiques de langue anglaise, le texte de Rushdie est d'une grande qualité littéraire. Gageons que pour cela l'histoire de la littérature au moins lui pardonnera d'avoir offensé ses coreligionnaires. Et si elle lui offre la même renommée qu'à Dante - dont des fanatiques musulmans menacent actuellement de détruire le tombeau - il aura bien fait de prendre ce risque pour sa vie.

A.D.

Vous êtes curieux ?

3615 AGIR * NAR

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19h 45 - entrée gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

Mercredi 22 Mars -Animateur avec Luc Ferry du «Collège de philosophie», Alain RENAULT avait publié avec lui, il y a quelques années, un livre remarqué sur «La pensée 68». Aujourd'hui dans «L'ère de l'individu» il nous donne une véritable histoire philosophique de la modernité. Dans cette tentative il cherche non pas à reconstruire la genèse des doctrines ou à en éprouver la cohérence interne mais plutôt à les tester quant à leur éventuelle fécondité intellectuelle.

Attention - Exceptionnellement la réunion commencera à 20 h 30.

Mercredi 29 Mars -Le procès de Klaus Barbie est encore dans toutes les mémoires. Dans un essai décapant, «La mémoire vaine», Alain FINKIELKRAUT prend à rebrousse-poil notre bonne conscience et nos certitudes idéologiques à son sujet. Ce procès n'a-t-il pas eu pour effet de redonner vigueur et légitimité à une conception de l'Homme que récuse précisément la notion de crime contre l'humanité ? La mémoire a certes triomphé de l'oubli, mais n'est-ce pas une mémoire vaine ?

ALLIANCE ROYALE

L'association des Amis de la Maison de France publie tous les deux mois un bulletin «Alliance Royale», dont le numéro 20 vient de sortir. Cette association s'est donné pour but de réunir tous ceux qui désirent témoigner de leur affection à la famille de France, et faire connaître et promouvoir la pensée du comte de Paris. Nous incitons nos lecteurs à y adhérer et à y faire adhérer leurs amis. Adhésion annuelle: 100 F à adresser aux «Amis de la Maison de France» - B.P. 314 - 75365 Paris cedex 08.

Affaire Delavault (suite)

Les inculpés dans l'affaire Delavault ont été mis en liberté provisoire après deux mois de détention provisoire. Le fait que la N.A.R. ait souhaité cette libération n'a pas plu à tout le monde ...

Le 6 janvier dernier, la chanteuse Hélène Delavault était agressée alors qu'elle donnait un récital de chants révolutionnaires au Théâtre des Bouffes du Nord. La N.A.R. avait aussitôt condamné cet acte de violence stupide, commis par des gens se réclamant du royalisme. Arrêtés quelques jours plus tard trois militants de la

COMMUNIQUE

La Nouvelle Action Royaliste rappelle qu'elle a condamné immédiatement et vigoureusement l'agression dont avait été victime la chanteuse Hélène Delavault le 6 janvier dernier, comme elle condamne tous les actes fanatiques de violence qu'ils soient d'inspiration religieuse ou politique.

Ce rappel étant fait, la N.A.R.:

- considérant d'une manière générale que la détention préventive ne doit être qu'une mesure exceptionnelle nécessitée par les besoins d'une enquête ou par la dangerosité des inculpés,
- considérant que ces nécessités ne s'appliquent pas aux militants de la Restauration Nationale inculpés dans le cadre de cette agression et en détention préventive depuis près de deux mois,
- estime donc que cette détention ne se justifie plus.

En conséquence, la N.A.R. souhaite la mise en liberté provisoire des inculpés jusqu'à leur jugement définitif.

Paris, le 28 février 1989

Restauration Nationale se voyaient écroués à la prison de Fresnes après avoir avoué aux policiers leur participation à l'agression. Deux d'entre eux devaient revenir ensuite sur ces aveux.

La détention préventive des inculpés se prolongeant d'une manière abusive, la N.A.R., le 28 février dernier rendait public un communiqué (que nous publions ci-contre) pour demander leur mise en liberté provisoire. Sollicitée par ailleurs d'adhérer au «Comité de soutien» créé par la Restauration Nationale, la N.A.R. refusait, ne voulant pas voir sa signature mêlée avec celles d'un certain nombre de personnages figurant dans ce comité.

Prenant prétexte de ce refus, «Aspects de la France» du 9 mars dénonce notre «sectarisme frileux» ! En cette matière l'A.F. nous semble vraiment bien mal placée pour prétendre donner des leçons...

Quant à nous, en dépit de notre «sectarisme», nous nous félicitons de la mise en liberté provisoire des inculpés et laisserons nos lecteurs juges de la bonne foi des nostalgiques de la canne plombée.

Yvan AUMONT

NOUVELLES AFFICHES

Un nouveau modèle d'affiche est disponible. De format 31x46 cm, imprimées en noir sur fond jaune, elles reproduisent le titre de notre journal accompagné du slogan: «Avec le comte de Paris, couronner la démocratie».

Tarif (prix franco): 80 ex.: 26 F - 150 ex.: 42 F - 250 ex.: 61 F - 400 ex.: 90 F.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription «Royaliste». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

PHOTOS

Des photos du comte de Paris, chef de la Maison de France, sont disponibles à notre service librairie. Elles existent en trois formats.

Tarif franco: Format 9x13: 12 F - Format 13x18: 29 F - Format 18x24: 58 F.

En format 13x18 au prix de 29 F franco existent aussi les photos de la comtesse de Paris, du comte de Clermont, du prince Jean.

Egalement disponible (format 13x18) la photo officielle d'Amboise représentant le comte de Paris et ses deux petits-fils avec la signature des trois princes. Prix franco : 29 F.

Ainsi qu'une pochette de onze photos (10x15) prises lors de la cérémonie d'Amboise au prix de 150 F franco.

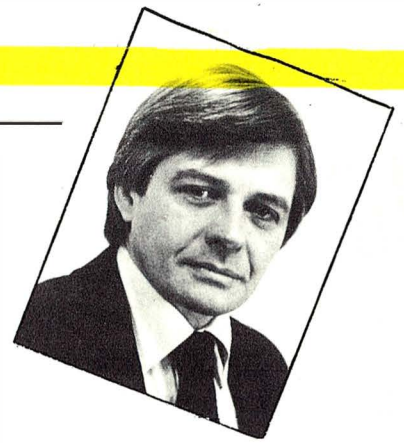
Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom:
Prénom:
Date de naissance: Profession:
Adresse:

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

«Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris



Des confusions aux révoltes

Qui juge et qui condamne en France ? Les tribunaux sans aucun doute, mais il arrive que ce soit après coup. Ainsi lorsqu'il y a un scandale politique réel ou supposé, enquête journalistique sur une affaire et mise en scène médiatique des personnes soupçonnées. Que celles-ci soient présumées innocentes n'est alors qu'un rappel de pure forme, vite effacé par l'image sans cesse diffusée de l'homme traqué par les caméras. Certes le pouvoir politique peut être objet de suspicion, et il est normal que ses serviteurs soient soumis aux feux de l'actualité.

Mais le parent, l'ami ? N'ont-ils pas le droit d'être traités comme de simples particuliers, qui en cas de faute doivent être régulièrement inculpés et jugés avant d'être éventuellement condamnés ? Roger-Patrice Pelat n'a pas, en fait, bénéficié de la présomption d'innocence. Cité à comparaître devant le tribunal des médias, ce citoyen sans responsabilités politiques a été pourchassé avec autant d'acharnement qu'un ministre indélicat - simplement parce qu'il était l'ami du président de la République. Comment ne pas voir dans sa mort brutale la conséquence de l'épreuve qu'il a subie, et comment ne pas s'interroger sur la violence de notre système médiatique ?

COMMUNIQUER ?

Oh ! bien sûr, personne n'est responsable de cette mort et la liberté de la presse, dont nous jouissons ici-même, ne saurait être réduite en raison des incidences supposées de son plein exercice. Les journalistes ont le droit d'enquêter, et les citoyens celui d'être informés. Mais la mesure a été perdue, tandis que s'estompée la nécessaire distinction des domaines.

A l'équilibre interne qu'assurait naguère une presse d'opinions contraires, a succédé un système qui obéit à la logique du spectaculaire et de la rentabilité, et dont l'objectivité prétendue se confond abusivement avec ce qu'on a choisi de montrer. Or c'est au nom de cette fausse objectivité que les médias évoquent des affaires, mènent des enquêtes et conduisent des procès sans que cet immense pouvoir soit contrôlé, et sans qu'il se soucie de

l'équité - par exemple en donnant la même publicité au lancement d'une affaire et à sa conclusion. Si M. Boulblil est lavé de tout soupçon dans quelques mois, l'information - qui concerne l'honneur d'un homme - ne vaudra pas plus de quelques lignes de journal et quelques secondes d'antenne.

En soulignant cet excès de puissance, en dénonçant les confusions et les violences auxquelles il aboutit, je ne plaide pas pour un retour au contrôle étatique de la radio et de la télévision, ou pour une législation attentatoire à la liberté d'expression. Pour qu'il y ait plus juste mesure des choses, et respect des personnes, il faudrait que l'Etat et la classe politique commencent par retrouver leur liberté de parole et une relation directe avec les citoyens. Car il y a, sur ce point aussi, confusion : la parole politique est devenue un message publicitaire, le fait de communiquer importe plus que le contenu de la communication et le travail gouvernemental en vient à se régler sur les rythmes médiatiques et par conséquent à s'y soumettre. La signification du projet collectif se perd dans ce bruit, la perte d'autonomie du pouvoir politique ne lui permet plus d'assigner des limites à la logique des médias, et l'effort de communication du gouvernement finit par être inversement proportionnel à sa capacité d'être entendu et compris.

EXASPERATION

Perte des repères, confusion des tâches, affaiblissement de la relation politique et sociale : il y a là quelques-unes des raisons majeures du malaise dont notre pays ne parvient pas à sortir. Plutôt que d'y réfléchir, le gouvernement s'enferme dans une gestion qui est elle-même illusoire, par excès de prudence et faute de savoir discerner les véritables enjeux. Etrange situation que la nôtre : le président de la République n'est plus récusé, le Premier ministre bénéficie d'un important capital de sympathies, l'opposition est en capilotade et l'Etat, dans son principe, n'a jamais été aussi peu contesté depuis deux siècles.

Or ni le gouvernement ni le parti socialiste ne s'appuient sur le projet présidentiel pour prendre leur élan, or Matignon regarde le placide M. Mé-

haignerie comme si le CDS avait la puissance du parti communiste des grandes années, et l'humilité gestionnaire se traduit par des maladresses, des provocations et des expédients qui étonnent de la part de ceux qui se targuent d'avoir acquis une « culture de gouvernement ». On forme des projets et on les retire au gré des mécontentements, on fait de timides réformes (face à la spéculation) là où il faudrait un changement de politique économique, on donne de l'argent pour être tranquille et on laisse pourrir nombre de situations - dans les hôpitaux, dans les prisons, dans l'enseignement - en s'étonnant que la colère circule d'un secteur à l'autre et renaisse là où on la croyait éteinte.

A cette confusion de l'action gouvernementale s'ajoutent les effets de la décomposition du paysage politique, qui touche les oppositions comme la majorité : pluralité de stratégies incohérentes (les socialistes suivent trois lignes en même temps), rivalités personnelles et égoïsmes d'appareil ont marqué la campagne pour les élections municipales et discréditent des formations politiques qui ne savent toujours pas quel projet formuler et qui n'ont plus la force de s'opposer. Là encore, les techniques de communication cherchent à masquer le vide de la pensée et la médiocrité des actions - sans que les citoyens soient dupes des procédés utilisés.

Les échecs répétés du dialogue politique et social créent un désarroi et une révolte latente qui peuvent se transformer en explosion généralisée. Face à cette menace, le gouvernement hésite, fait preuve de rigueurs et de faiblesses déplacées, semble avoir honte de ce qu'il est (l'Etat en acte) et de la tradition politique qu'il est censé représenter - puisque Michel Rocard en vient à préconiser un « capitalisme agressif ». En toute bonne conscience et pétri de bonnes intentions, le Premier ministre ne cesse d'agiter le chiffon rouge.

Si l'exaspération croissante finissait par s'exprimer dans un mouvement de grande ampleur il faudrait saisir cette chance de bousculer les conservatismes gestionnaires et d'ouvrir la voie du changement social.

Bertrand RENOUVIN